

MARCHE DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION R.C.

Pouvoir Adjudicateur



COMMUNE DE VELARS-SUR-OUCHÉ (21)

Objet du marché

RUE DE LA VERRERIE PROTECTION CONTRE LES INSTABILITES ROCHEUSES

Date et heure limites de réception des offres

Le 17/05/2024 à 16H00

SOMMAIRE

1	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1	OBJET	3
1.2	MODE DE PASSATION	3
1.3	TYPE ET FORME DE CONTRAT	3
1.4	DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	3
2.2	FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT	3
2.3	VARIANTES	3
3	LES INTERVENANTS	3
3.1	POUVOIR ADJUDICATEUR – MAITRE D'OUVRAGE	3
3.2	CONDUITE D'OPERATION	4
3.3	MAITRISE D'ŒUVRE	4
3.4	ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	4
3.5	CONTROLE TECHNIQUE	4
3.6	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	4
4	CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	4
4.1	DUREE DU CONTRAT OU DELAI D'EXECUTION	4
4.2	MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	5
5	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
6	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
6.1	DOCUMENTS A PRODUIRE	5
6.2	VISITES SUR SITE	7
7	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	8
8	EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
8.1	SELECTION DES CANDIDATURES	8
8.2	ATTRIBUTION DES MARCHES	9
8.2.1	<i>Prix des prestations</i>	9
8.2.2	<i>Valeur technique</i>	9
8.2.3	<i>Note finale et classement</i>	10
8.3	SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	10
9	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
10	PROCEDURES DE RECOURS	11

1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet

La présente consultation concerne les travaux de protection contre les éboulements rocheux à réaliser sur les parcelles les plus exposées de la rue de la Verrerie à Velars-sur-Ouche.

Lieu(x) d'exécution :

Rue de la Verrerie

21370 VELARS-SUR-OUCHÉ

1.2 Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

1.3 Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 Décomposition de la consultation

L'ensemble des travaux fait l'objet d'une tranche ferme qui est divisée en deux phases temporelles :

1. Parcelles AK 210 + 211 + 06 + 07 + 10 + 71 – Travaux en 2024.
2. Parcelles AK 08 + 09 + 011 + 012. – Travaux en 2025.

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 LES INTERVENANTS

3.1 Pouvoir adjudicateur – Maître d'ouvrage

Le Maître d'Ouvrage des travaux objet du présent marché, au sens de l'article 2 du C.C.A.G. est :

Commune de VELARS-SUR-OUCHÉ

6, rue des trois Ponts

21370 VELARS-SUR-OUCHÉ

Téléphone : 03 80 76 07 20 Courriel : mairie.velars@velars-sur-ouche.fr

La commune de VELARS-SUR-OUCHÉ agit en tant que pouvoir adjudicateur au sens de l'article 2 du C.C.A.G.

Le représentant du maître d'ouvrage et pouvoir adjudicateur est Monsieur JEAN, Maire de VELARS-SUR-OUCHÉ.

3.2 Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par :

GEOTEC Service Risques Naturels

5, rue Blaise Pascal

69680 CHASSIEU

Tél. : 06 11 95 46 89

Courriel : bernard.durand@geotec.fr

Le conducteur d'opération est représenté par : Monsieur Bernard DURAND.

3.3 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

GEOTEC Service Risques Naturels

5, rue Blaise Pascal

69680 CHASSIEU

Tél. : 06 11 95 46 89

Courriel : bernard.durand@geotec.fr

Elle est représentée par : Monsieur Bernard DURAND.

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est une Mission de base avec OPC.

3.4 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

GEOTEC Service Risques Naturels

5, rue Blaise Pascal

69680 CHASSIEU

Tél. : 06 11 95 46 89

Courriel : bernard.durand@geotec.fr

Le titulaire de la mission est représenté par : Monsieur Bernard DURAND.

3.5 Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

3.6 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération est de niveau III avec PGC simplifié.

4 CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

4.1 Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 45 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes s
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Les candidats peuvent demander la transmission du DCE ainsi que d'éventuels documents complémentaires sur un support physique électronique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles 48 et 49 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature*
<ul style="list-style-type: none">- Une lettre présentant la candidature accompagnée des pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les co-traitants (DC1)- Si le candidat est en redressement judiciaire, il peut joindre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet permettant d'apprécier la poursuite de l'activité.- Une déclaration sur l'honneur que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir en application des articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature*
Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature*
<ul style="list-style-type: none">- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature*
<u>Classification CPV :</u> Principale : 45243100-3 – Ouvrages de protection des falaises <u>Qualifications FNTF :</u> - 2542 - Ancrages. - 264 - Confortement de parois rocheuses. - 761 - Travaux sur cordes.	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de co-traitance, chacun des membres du groupement doit présenter l'intégralité des documents permettant de vérifier sa situation juridique et les documents nécessaires pour prendre en compte la ou les compétence(s) demandée(s).

Si l'entreprise envisage, dès sa candidature, de sous-traiter une partie de sa prestation, elle devra joindre :

- les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique et R2193-1 Code de la commande publique ;
- le contrat de sous-traitance ou à défaut un engagement écrit du ou des sous-traitants.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature*
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Non
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Un certificat de visite du site	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

**** : Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique.***

6.2 Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire.

Le rendez-vous est à prendre auprès de la Mairie de VELARS-SUR-OUCHÉ au 03 80 76 07 20.

Le candidat se verra remettre une attestation de visite qu'il devra obligatoirement remettre dans son offre. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

7 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur via la plateforme des marchés publics de la région Bourgogne Franche-Comté: ARNiA - <https://marches.ternum-bfc.fr>

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est adressée à l'adresse suivante :

Commune de VELARS-SUR-OUCHÉ
6, rue des trois Ponts
21370 VELARS-SUR-OUCHÉ

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

8 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article 59 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Libellé	%
1 - Prix des prestations	60
2 - Valeur technique	40

8.2.1 Prix des prestations

Notation sur 10 attribuée de la manière suivante :

$$N_i = 10 \times \frac{(1 - P_i - P_o)}{P_o}$$

Où N_i est la note sur 10 du prix P_i et P_o le prix de l'offre la moins disante (non compris estimation du maître d'œuvre), l'offre la moins disante obtenant la note de 10 tandis qu'une offre éventuelle 100 % plus chère serait notée 0.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées entre le bordereau des prix unitaires et les autres pièces de l'offre, il ne sera tenu compte que du ou des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

La personne responsable du marché pourra exiger de l'entrepreneur la communication des sous détails de certains prix.

8.2.2 Valeur technique

Pour la notation sur 10 de la valeur technique, seront examinés les volets suivants **qui devront être clairement identifiés par le candidat dans sa réponse**. Dans le cas contraire, la note maximale sera d'office divisée par 2 :

VOLET 1 Moyens	Moyens humains et techniques mis effectivement à disposition <u>pour le chantier</u>	Liste matériel Organisation générale du chantier et organigramme	Noté de 0 à 2
--------------------------	--	---	----------------------

VOLET 2 Démarche Qualité	Organisation du contrôle interne et externe. Gestion et description de la procédure interne en cas de non-conformité	Selon précision apportée et adaptation au chantier	Noté de 0 à 1
VOLET 3 Planning	Planning détaillé	Précision du planning rendu. Effectifs affectés aux différentes tâches. Justification des délais et notamment de l'optimisation de la période de coupure de la ligne moyenne tension.	Noté de 0 à 2
VOLET 4 Procédés d'exécution	Description des procédés d'exécution (phasage, description, contrôle...)	Précision sur les procédés : <ul style="list-style-type: none"> - d'Installation de chantier et d'occupation de la zone de travaux et de ses abords - d'accès et évacuation des déblais à l'arrière des maisons. - de protection des ouvrages existants et des maisons - de foration et scellement - etc... 	Noté de 0 à 4
VOLET 5 Développement Durable	Prise en compte du développement durable	Selon précision apportée sur les mesures prises pour la préservation du milieu et des ressources naturelles, le recyclage des matériaux issus du chantier, le tri et le suivi des déchets (SOGED)	Noté de 0 à 1

8.2.3 Note finale et classement

La note finale (sur 10) est alors calculée en appliquant la pondération indiquée précédemment soit :

$$\text{Note finale} = 60\% \text{ note prix} + 40\% \text{ note valeur technique}$$

8.3 Suite à donner à la consultation

La présente consultation pourra faire l'objet d'une négociation avec un ou plusieurs candidats. Cette négociation, si elle a lieu, pourra se faire par courrier, entretien, audition, message électronique ou télécopie. Elle pourra se dérouler en une ou plusieurs phases.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations de l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours. Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite sur le profil d'acheteur de la plateforme <https://www.achatpublic.com/>.

La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

10 PROCEDURES DE RECOURS

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code)
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

En application du décret n°2018-251 du 6 avril 2018, la saisine de la juridiction peut se faire via l'application « Télérecours citoyens » figurant sur le site www.telerecours.fr.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal Administratif de DIJON
22 rue d'Assas
BP 61616
21016 DIJON
Téléphone : 03 80 73 91 00
Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr